

Puissance et résilience sociale

Bertrand Badie

Dès les lendemains du 7 octobre 2023 et des massacres de Sderot, Gaza est sous les bombes. Le nombre de victimes rejoint à présent des sommets effrayants : ayant officiellement dépassé les 60 000, en août 2025, le total est de toute manière beaucoup plus élevé, car les statistiques ne peuvent pas intégrer celles et ceux qui sont toujours enfouis sous les décombres, ou tout simplement morts d'épuisement ou de maladie, et que la guerre empêche de soigner. Si on s'en tient aux seuls chiffres avancés, la proportion atteinte au regard de la population de l'enclave est saisissante : quelque 3 %, ce qui équivaldrait, pour un pays comme la France, à deux millions de morts. Sans compter que ceux-ci incluent 40 % de femmes et d'enfants, taux jamais connu dans aucun autre conflit de cette nature... À quoi s'ajoutent une famine organisée de façon cynique, des humiliations quotidiennes infligées à une population qui n'a plus de toit et dont la vie est celle du déplacé quotidien, des infrastructures détruites, des terres cultivables réduites désormais à 1,5 % de leur surface d'origine...

L'objectif recherché était explicitement « d'éradiquer le Hamas », de libérer les otages et de reconstituer la sécurité d'Israël. Près de deux ans après le début de telles opérations, rien de tout cela n'a été acquis, bien au contraire : le Hamas, de l'aveu même de l'ancien secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, a recruté un nombre de combattants équivalent à ceux qui ont été tués, nouveaux venus pris par la rage qu'inspire cette situation d'enfer ; plus encore, le mouvement est *de facto* érigé en interlocuteur pérenne et obligé de toute négociation, y compris par la diplomatie trumpienne ; fort des conditions propres à ce type de conflit, il se reconstitue en symbiose informelle avec une population dans laquelle il se fond. On retrouve là une caractéristique connue des conflits asymétriques, opposant un État à des combattants non-étatiques : ceux-ci, non assimilables à des armées, se renforcent à mesure que la répression s'abat sur eux, à l'instar du FLN en Algérie, aux lendemains des massacres réprimés du Constantinois (août 1955) ou de la bataille d'Alger, deux ans plus tard... Quant aux otages, lorsqu'ils sont heureusement libérés, ils ne le sont que sous l'effet de négociations avec ceux qui les ont capturés. Israël, plus que jamais, n'est pas en sécurité. Seule consolation pour Benjamin Netanyahu : la communauté internationale laisse faire, là où, et à juste titre, l'Union européenne prépare déjà son dix-neuvième train de sanctions contre la Russie de Vladimir Poutine...

On a ainsi le sentiment d'un dédoublement du réel qui pourrait évoquer d'autres situations de conflit : d'une part, un jeu de puissance classique plus ou moins avalisé ou tolérée par une partie de la communauté internationale jusqu'ici passive, conforté par une diplomatie états-unienne procédant à une aide militaire et diplomatique activement concédée à l'État hébreu ; d'autre part, une puissance israélienne incapable d'atteindre ses buts, entretenant une douloureuse résilience sociale du peuple gazaoui, et en fait du peuple palestinien dans son entier. Paradoxalement, cette résistance, privée pratiquement de tout

moyen, conduit, avec une lenteur affligeante, à faire évoluer la donne diplomatique, peut-être même à la retourner sous la pression d'une opinion publique mondiale, d'ONG, de medias, qui se mobilisent et s'activent au fil des tragédies. En cela, cette nouvelle séquence du conflit israélo-palestinien met le plus fort en position de violence aiguë mais inefficace, et le plus faible en situation de visibilité internationale qui permet de réactiver sa cause.

L'impuissance du dominant

L'histoire est connue, mais on ne veut pas la prendre en compte : depuis le temps de la décolonisation, le dominant a su faire la preuve de sa capacité destructrice et meurtrière, mais a toujours été dans l'incapacité conjuguée de créer ou de restaurer un ordre qui lui soit favorable. Après les massacres de mars 1947 à Madagascar, ceux perpétrés par les Mau-Mau au Kenya en 1952, ou ceux qui ont inauguré la guerre d'indépendance algérienne, pour se limiter à ces seuls exemples, la puissance coloniale a procédé à des ripostes démesurées, mais qui se sont, à chaque fois et sans aucune exception, avérées inefficaces, jusqu'à précipiter même la victoire des organisations qui étaient à l'origine de ces violences. Une telle évidence, qui se retrouve aussi dans les conflits post-coloniaux (Vietnam, Afghanistan, Sahel...), est à méditer : nul n'en a jamais vraiment tiré les leçons politiques. Dans une culture, largement partagée par les gouvernements israéliens successifs, qui veut que la puissance règle finalement tous les problèmes, il est difficile d'admettre que le plus faible dispose de ressources qui lui donnent la capacité de mettre le plus fort en échec : surtout lorsqu'on s'inscrit dans une coalition internationale réputée pour cultiver l'art hobbesien de la puissance jusqu'à en faire même son emblème...

Pire encore, la confiance irraisonnée qu'on porte à la puissance conduit à se persuader que tout échec rencontré ne peut être corrigé que par la mobilisation d'un surcroît de puissance. Tel est bien le sens de la mécanique d'escalade si bien connue aujourd'hui, à tel point qu'on ne peut pas exclure qu'elle inspire la stratégie des combattants extra-étatiques et des groupes terroristes : ceux-ci savent, en cherchant à la déclencher, qu'à terme elle suscitera des difficultés nouvelles au plus fort, dont le plus faible pourra tirer profit. On est ainsi dans la parfaite inversion du modèle clausewitzien : la guerre ne permet plus au mieux doté d'atteindre ses objectifs politiques, notamment ceux liés à la reconnaissance d'un peuple ; dans une telle situation, il n'y a plus de « bataille décisive » créant les conditions de la victoire, il n'y a plus de « vainqueur » désigné, mais simplement des vainqueurs « par défaut »... L'origine de la « panne » est assez évidente : elle se trouve dans une forte socialisation du conflit, soit par destination (victimes civiles blessant la société concernée), soit par appropriation sociale directe et recherchée (implication très forte de populations dans des conflits qui touchent directement à la reconnaissance de leurs droits et de leur survie)...

Cette vision classique de la puissance, infaillible et garante de la sécurité de chacun, est encore largement partagée par les acteurs classiques de la « communauté internationale » malgré ses nombreuses contre-performances qu'on ne veut pas voir. À l'exception du Sud global pour lequel ce type nouveau de conflictualité a marqué, pour la plupart des pays qui le composent, une étape décisive de leur histoire, la guerre pudiquement nommée « asymétrique » reste largement dévalorisée au sein de l'ancien monde, appartenant même à

un genre intermédiaire. Opposant des États dominants à des groupes « terroristes », la gestion de ces conflits est abandonnée à la pleine souveraineté des États concernés et ne méritent d'être pris réellement en compte que si la puissance ciblée est un ennemi potentiel ou réel. L'adjectif « terroriste » sert ainsi de boussole bloquant toute solidarité. La bataille sémantique en devient dérisoire : il est évident que des groupements extra-étatiques utilisent couramment des méthodes « terroristes » dirigées la plupart du temps contre des populations civiles innocentes, souvent par recours à des méthodes atroces. Mais, d'une part, si on veut mettre un terme au mal, est-il opportun de nier la réalité de la situation injuste qui en est à l'origine ? D'autre part, l'État ciblé ne risque-t-il pas à son tour de devenir « terroriste » dans son mode de réaction et de répression ?

L'apathie diplomatique des États de l'ancien monde, Occident comme Russie d'ailleurs, a favorisé la poursuite de cette guerre répressive comme sa rapide conversion en guerre de génocide et en famine organisée. La rhétorique de la simple condamnation n'a jamais eu dans l'histoire le moindre effet sur les gouvernements tenus pour agressifs, ni lors de la guerre d'Éthiopie, ni, depuis 1945, face aux nombreuses guerres d'intervention menées par les pays du Nord au sein du nouveau Sud ! La sanction n'est pas une panacée universelle, hélas : on l'a vu dans le conflit russo-ukrainien ; mais l'absence de sanction (associée à la poursuite des livraisons d'armes) est incontestablement un encouragement explicite à continuer dans l'escalade ! Le cercle vicieux de la puissance destructrice mais impuissante était bel et bien en place au lendemain du 7 octobre et, semblait-il, pour longtemps...

Les lueurs d'une puissance sociale

On ne compte jamais assez avec les peuples, les sociétés, la « sympathie des âmes », chère à Victor Hugo. « L'intrus » était pourtant bien là, derrière le conflit qui nous intéresse, peut-être parfois lent à s'affirmer, ou plutôt mal servi, au début de la crise, par une scène mondiale qui ne lui accordait que peu de crédit... Face à des chancelleries tétanisées ou souvent complices, une vague sociale mondiale a considérablement rebattu les cartes et créé une dynamique de protestation un peu partout, atteignant une intensité rare, suffisamment forte pour que les diplomaties réadaptent leur posture. En avril 2025, un sondage du Pew Research Center indiquait que, pour la première fois, une majorité d'États-Uniens avait une vision négative d'Israël : ce basculement n'a eu aucun effet sur la politique étrangère de Washington et n'a évidemment pas conduit à limiter, encore moins à supprimer, l'aide militaire active apportée par les États-Unis à l'État hébreu, alimentant ainsi les bombardements meurtriers sur Gaza. Mais on a pour autant assisté à une sensible mutation dans certaines pratiques, conduisant même Donald Trump à renforcer une autonomie rhétorique et pratique face au conflit, allant jusqu'à négocier directement avec le Hamas la libération d'un otage israélo-américain, dans le dos du gouvernement Netanyahu.

C'est incontestablement en Europe, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Japon, ainsi qu'en Corée que les évolutions ont été les plus nettes, et aussi les plus décisives, conduisant à une nouvelle configuration diplomatique. La sphère occidentale ne constitue plus désormais ce bloc monolithique qu'elle incarnait en matière proche-orientale depuis pratiquement trois quarts de siècle. Certes, l'évolution est pour le moment essentiellement

rhétorique et symbolique, mais elle est fortement novatrice. Même l'idée de sanction n'est plus taboue : le chancelier allemand Friedrich Merz, réputé très proche de l'État hébreu, a dû décider, le 9 août 2025, de suspendre les ventes d'armes à Tel-Aviv, sous la pression d'une opinion publique nationale de plus en plus critique à l'égard de son allié. Le même type de pression a conduit, en France, Emmanuel Macron à mettre un terme à de longs attermolements, en annonçant une reconnaissance de l'État de Palestine en septembre 2025, lors de la session annuelle des Nations unies. Il a été suivi par la Grande-Bretagne, le Canada, le Portugal, l'Australie, faisant bouger également le Japon ou la Belgique. Le Premier Ministre néerlandais, pays qui fut longtemps l'allié européen le plus fidèle d'Israël, a évoqué la suspension du « Traité d'association et de stabilisation », liant depuis 1995 l'Union européenne à l'État hébreu, et ce quelques jours après des manifestations monstres à La Haye et Amsterdam...

Rien de tout cela n'émanait des profondeurs d'une culture diplomatique qui, depuis vingt-cinq ans et la mort des accords d'Oslo, n'avait inspiré aucune initiative et s'en remettait totalement à la politique de puissance. La posture dominante était même celle de la complète cécité, conduisant jusqu'au déni, jusqu'à affirmer à l'envi que la question palestinienne n'était plus à l'ordre du jour des agendas diplomatiques internationaux. Les Palestiniens ont payé très cher le prix de ce réveil, mais celui-ci n'aurait pas été possible sans cette pression systémique dont il convient de préciser les composantes sociologiques. Dans un monde de communication publique, les vertus de l'énonciation ne sont pas négligeables, tant s'en faut. L'arrêt de la Cour internationale de Justice, faisant état « d'un risque génocidaire », le mandat d'arrêt délivré par le Procureur près de la Cour Pénale Internationale contre Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la défense, Yoav Gallant, pour crime de guerre et crime contre l'humanité, ont eu un impact fort, en fait sans précédent, dans l'espace public : avoir tenté d'en éteindre l'éclat en traitant leurs auteurs « d'antisémites » et en conduisant Donald Trump à prendre des sanctions contre certains personnels de la CPI n'a eu qu'un effet grossissant, inverse de celui recherché. Le droit parvient ainsi à s'insérer, sinon dans la *pratique* internationale, du moins dans le *débat public* qui l'accompagne, faisant incontestablement bouger des lignes de l'esprit jusque-là figées.

À cette énonciation des juristes, se joint celle des ONG humanitaires et des médias. La parole humanitaire a été forte, alors que, dans les premiers mois qui ont suivi le 7 octobre, parler de morts à Gaza était communément qualifié de propagande prolongeant la parole du Hamas. Ce sont ces mêmes ONG qui, dans leur diversité mais aussi le sérieux de leur réputation, ont accrédité le terme de génocide et de famine, alors que leur usage était jusque là sévèrement proscrit. De même, et malgré l'interdiction faite aux journalistes d'exercer leurs activités dans l'enclave, des images fortes parvenaient aux téléspectateurs du monde entier, d'enfants tués quand ils cherchaient à s'alimenter, ou de ce père rapportant qu'il venait de trouver la tête de son fils sous les décombres de sa maison. Le choc moral qui s'en est suivi a reconfiguré le conflit et a dès lors modifié profondément la donne diplomatique.

Cette mobilisation de la société a été importante, et semble le rester, au point qu'elle est en passe de débloquent un dossier gelé depuis des décennies et que les politiques espéraient laisser sous le tapis : la cause palestinienne, et plus largement proche-orientale, a depuis bien

longtemps, et pour principal handicap, de n'être utile à aucune diplomatie de « puissance », ce qui ne l'a fait vivre, la plupart du temps, que dans l'ombre. Dans cet effort de mobilisation, l'histoire et la sociologie retiendront surtout le rôle central joué par le monde étudiant. Le mouvement a été en grande partie amorcé aux États-Unis, au début du printemps 2024, par une mobilisation émergeant le 18 avril à Columbia (New York), pour se répandre rapidement dans tout le pays, jusqu'à toucher 60 autres universités, amenant Joe Biden à expliciter sa compréhension des colères exprimées. Malgré la répression trumpienne, le mouvement a persisté, affectant presque rituellement les cérémonies universitaires, et notamment celles de diplomation. L'effet d'onde a été immédiat dans toutes les parties du monde, en Europe, au Japon, en Australie. La réaction des pouvoirs publics a pu être forte, à l'instar d'un Premier Ministre qui s'est déplacé sur les lieux de l'événement pour dire son mécontentement : cette curieuse réplique suggère la promptitude avec laquelle les autorités politiques ont compris le sérieux de la menace que constitue l'appropriation sociale de questions relevant de ce qui était jadis un « domaine réservé » du pouvoir exécutif.

Il faudrait s'arrêter longuement sur ce mouvement étudiant qu'on avait déjà vu s'amorcer aux États-Unis lors des protestations universitaires contre la guerre du Vietnam. Mais il y avait alors une part d'ambiguïté : celles-ci mobilisaient pour la paix, mais aussi contre le risque de conscription. Rien de tel dans le cas présent, où la mobilisation relève de la stricte empathie : une population jeune, qui n'est pas encore habitée par la volonté de défendre des intérêts catégoriels, aussi légitimes soient-ils, et qui se laisse guider par le sentiment d'indignation dont on peut comprendre qu'il soit à son paroxysme quand on a vingt ans. Cette politique internationale de l'empathie qui en dérive, portée et relayée par des catégories sociales des plus diverses, a incontestablement pesé d'un poids décisif sur la conduite de la crise et a contribué à allumer les plus efficaces pare-feux.

Clairement, la souffrance crée la souffrance et celle-ci, quand elle persiste, engendre la rage. Cette sociologie du conflit n'a pas été prise en compte par Clausewitz, et pour cause, car le stratège écrivait antérieurement à cette appropriation sociale du jeu international. Aujourd'hui, la souffrance crée aussi l'empathie qui défie le diplomate et le soldat. Il est trop tôt pour dire si cet enchaînement permettra en fin de compte de produire une paix profonde. Mais il a en tout cas suscité une politique internationale inédite qui met la puissance en difficulté, jusqu'à dessiner les contours, encore flous, des nouvelles relations internationales, mais aussi des nouvelles responsabilités humaines et militantes dans la promotion de la paix.

Bertrand Badie est professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris. Il est notamment l'auteur de *L'art de la paix*, Flammarion, 2024.